L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 73 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.

DIMANCHE, 10 AVRIL 1881

Nous sommes heureux de pouvoir mettre sous les yeux de nos lecteurs la correspondance suivante :

Département exécutif.

Etat de la Louisiane,
Nlle Orléans, 2 avril 1881.

A. M. F. Limet,

Mon cher Monsieur,

J'ai appris avec étonnement que vous étiez à la veille de vous éloigner d'une manière définitive de la Louisiane pour vous fixer en France.

Je ne saurais vous exprimer tous les regrets que j'en éprouve. Quoique depuis si longtemps il ait été tant de distinction une position éminente au sein de la population louisianaise, vous avies dans toutes les circonstances défendu ses droits et vous honorer avec courage et dévouement. Vous avies toujours été animé d'une sympathique loyauté, d'un grand amour du travail et de la vérité; comme journaliste, vous avies déployé un rare talent ; dans la vie privée, on vous avait toujours trouvé plein d'aménité, et dans vos relations personnelles votre courtoisie n'a jamais été en défaut. Votre départ laissera donc parmi nous un vide que nous n'avons guère l'espoir de pouvoir combler.

Vos amis personnels vont perdre un compagnon aimable et intelligent, le public un conseiller fidèle et sagace, le théâtre un soutien, généreux et un critique capable et consciencieux. La presse de la Louisiane est la plus éprouvée; elle perd en écrivain qui l'a longtemps honorée par son savoir et sa dignité, et fortifiée par son talent.

Je sais que vous faites un grand sacrifice en quittant la Louisiane, où vous avez passé une grande partie de votre vie au service de la population, à laquelle vous avez consacré votre talent et votre plume. Vous l'aimez à cause des épreuves qu'elle a traversées, et elle vous honore à cause de la fidélité avec laquelle vous lui êtes resté attaché au milieu de ses plus grandes vicissitudes. Soyez persuadé, mon cher ami, que les vœux de cette population vous suivront dans votre patrie, et que, si elle le pouvait, elle vous signalerait à vos fellow-citizens comme un défenseur zélé, énergique et chevaleresque des libertés publiques.

Adieu, mon bien digne ami. Puissiez-vous être apprécié et honoré dans le pays de votre naissance, comme vous l'avez été et comme vous le serez toujours en Louisiane.

Veuillez, monsieur et ami, agréer mes sentiments de haute considération.

LOUIS A. WILTZ,
Gouverneur de la Louisiane.

Réponse de M. F. Limet au gouverneur Wiltz.

A l'Honorable L. A. Wiltz, Gouverneur de la Louisiane.

Nouvelle-Orléans, 2 avril 1881.

Mon cher gouverneur,

J'ai lu avec une vive émotion l'expression des regrets que vous voulez bien me témoigner à l'occasion de mon départ pour France, et je suis profondément touché de vos sentiments à mon égard. C'est, je vous l'assure, que bien douce récompense de mes efforts que de recevoir les témoignages d'estime et de sympathie qui me sont prodigués de tous côtés, et parmi ces témoignages un des plus précieux est assurément celui qui émane de mobile enfant de la Louisiane que le peuple de cet Etat a dû à la première magistrature de son pays un courage et un dévouement qu'il a maintes fois mis à l'épreuve. Je sais fier de votre approbation et de vos éloges, et je conserverai votre lettre comme un souvenir précieux de mes relations avec la population louisianaise, à laquelle mes sympathies et mes vœux resteront acquis.

Recevez, mon cher gouverneur, mes bonhaite sincères pour votre bonheur et votre santé, et croyez à mes sentiments les plus dévoués.

FÉLIX LIMET.

A propos du projet de vente des titres de noblesse proposé par M. Laroche-Joubert.

Est-ce là vraiment l'œuvre d'un excellent bourgeois animé des meilleures intentions, épris d'utopies pratiques, économe de son bien et de celui des autres ? Ce projet de loi ne ressemble-t-il pas plutôt à la virulente satire d'un Desgenais sceptique qui fouille à tour de bras la cohue jaloisonne de ses contemporains, qui veut se moquer froidement de leurs terreurs grotesques, de leur hystérique amour des galons, des rubans, des plaques, de tout le toc qui asone et qui brille ?

M. Laroche-Joubert aurait-il lu la *Comédie humaine* ?

Ah ! nous allons bien rire si la chambre vote cette admirable loi, nous allons rire comme au plus désopilant vaudeville du Palais-Royal ! *Nous nascitur ordo* comme dit la poète latin. A côté de la vieille noblesse qui s'effondre, qui croque ainsi qu'un chêne séculaire lentement pourri par la morsure des saisons, à côté de la jeune aristocratie que Napoléon créa comme pour éterniser le souvenir de sa gloire, s'élèvera la jeunesse ridicule d'une société avide de se décrasser économiquement, blasonnée sur toutes les coutures, débaptisonnant tout le monde, mais se tenant encore le chou, la boutique artistiquement, et tirez-lasses comme devant malgré leurs patentes, leurs couronnes, et tout le bric-à-brac héraldique acheté de la veille.

Les autres qui fait leur temps, place à la haute bourgeoisie Laroche-Joubert ! Mon Dieu ! que nous allons rire !

Les bourgeois, les braves bourgeois de la rue du Sentier et du faubourg Saint-Denis, les artistes parisiens qui haussaient si dédaigneusement les épaules, qui jouaient aux Robespierres en Hanet dans leur journal les échos mondains de les mariages aristocratiques, les bals de la princesse X..... ou de la marquise de M....., les Prudhommes jaloux de n'être rien, dégoûtés de leur manque de galanterie sur terre, ils feront queue au guichet des timbres-poste, ils feront queue au guichet des timbres-poste, ils feront queue au guichet des timbres-poste